

ENSEMBLE *Citoyens!*

MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

Politique de protection des données à caractère personnel

Définitions

La présente Politique de protection des données à caractère personnel a pour objet de définir la manière dont les données de ses Contacts réguliers et de ses Contacts occasionnels sont traitées par Ensemble Citoyens, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association et ses textes d'application, dont le décret du 16 août 1901, en cours de constitution, dont le siège social est situé au 25 rue d'Edimbourg, 75008 Paris (ci-après l'« Association »).

Les termes ci-dessous listés ont la définition suivante :

- **Contact occasionnel** : désigne toute personne sollicitée ou qui sollicite ponctuellement l'Association sans entretenir avec elle d'échanges réguliers dans le cadre de son activité politique ;
- **Contact régulier** : désigne toute personne qui répond favorablement à une demande de contact de l'Association ou qui accomplit auprès de l'Association, une démarche positive en vue d'entretenir des échanges réguliers en lien avec son action politique ;
- **Données à caractère personnel** : désignent toute information permettant d'identifier directement ou indirectement une personne physique ;
- **L'Association** : désigne Ensemble Citoyens, association loi 1901, en cours de constitution, dont le siège social est situé au 25 rue d'Edimbourg, 75008 Paris. L'Association est responsable de traitement.
- **RGPD** : Règlement Général sur la Protection des Données UE 2016/679 du 27 avril 2016 ;
- **Traitement** : désigne toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliqués à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction ;

Finalités et bases légales des traitements de données

Les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatique par l'Association pour des finalités politiques. Les Données à caractère personnel vous concernant seront traitées notamment pour les finalités et sur les fondements légaux suivants :

- L'instruction des demandes de contact et de renseignements adressées par les Contacts occasionnels, les Contacts réguliers : la base légale de tels traitements est le consentement ;
- La gestion des Contacts réguliers de l'Association : la base légale de ces traitements est le consentement de la personne à devenir contact régulier ;
- La gestion des Contacts occasionnels avec l'Association : la base légale de ce traitement est l'intérêt légitime de l'Association à prospecter des contacts et des nouveaux adhérents ;
- La gestion des opérations de communication, de prospection politique, de propagande électorale et d'événement de l'Association (y compris de ses adhérents et des candidats qu'elle soutient), quels que soient les moyens de communication utilisés (téléphone, e-mail, courrier, SMS, MMS) : la base légale de ces traitements est le consentement de la personne ;
- L'établissement d'études statistiques et de consultations publiques, à l'exception des sondages d'opinion : la base légale de ces traitements est le consentement des personnes.

En tout état de cause, l'Association étant à but politique, est autorisée à traiter les données vous concernant et susceptibles de révéler vos opinions politiques en vertu de l'article 9.2.d du RGPD permettant le traitement des telles données lorsque celles-ci sont relatives aux et Contacts réguliers de l'Association.

Toutes les fois où un traitement est mis en œuvre en raison du consentement des personnes concernées, ces dernières ont la faculté de le retirer à tout moment en adressant leur demande à l'adresse : contact@ensemblecitoyens.fr

Durée de conservation des Données à caractère personnel

Conformément à la réglementation en vigueur, l'Association conserve les données à caractère personnel pour la durée strictement nécessaire à la réalisation des finalités du traitement, à moins que le Contact régulier ou le Contact occasionnel n'ait autorisé l'Association à conserver ses données pour une utilisation ultérieure. La durée de conservation des données par l'Association varie en fonction des finalités des traitements mis en œuvre.

Pour la gestion des Contacts réguliers et des Contacts occasionnels et les opérations de communication politique : les données vous concernant peuvent être conservées jusqu'à l'accomplissement des finalités de traitement susmentionnées ou le retrait de votre consentement lorsque vous êtes Contact régulier ou jusqu'à un an à compter du dernier contact à votre initiative lorsque vous êtes Contact occasionnel

Pour la gestion des participations à des pétitions et à des consultations : sauf accord contraire du Contact régulier ou du Contact occasionnel, les données le concernant seront supprimées dans les six mois suivant les résultats de ces pétitions/consultations.

Communication des données à caractère personnel

Les informations relatives aux Contacts réguliers et Contacts occasionnels peuvent être communiquées aux personnes suivantes :

- Les équipes de l'Association (incluant ses salariés et ses bénévoles) habilitées à gérer ces traitements ;
- Les candidats soutenus par l'Association à l'occasion d'une élection, ainsi que leurs équipes de campagne ;
- Les équipes des associations adhérentes ou partenaires de l'Association qui peuvent être amenés à traiter des Données à caractère personnel dans le cadre de missions ou d'événements particuliers en lien avec son objet. Ces associations sont notamment : La République en Marche, Agir, le Mouvement Démocrate (Modem), Territoires de progrès, Horizons le Parti et En commun ;
- Les prestataires chargés de la réalisation des opérations de traitements de Données à caractère personnel pour le compte de l'Association, qui sont soumis à des obligations de confidentialité et de sécurité.

Transfert de données à caractère personnel hors de l'Union Européenne

Certains de nos partenaires ou associations adhérentes peuvent avoir des activités dans des pays situés en dehors de l'Union Européenne, notamment aux fins d'hébergement des Données à caractère personnel. Les données des Contacts réguliers et des Contacts occasionnels, pourront être transférées dans des pays présentant une protection adéquate au regard de la réglementation en vigueur notamment par le biais d'actes juridique contraignant.

Dans les autres cas, le transfert de Données à caractère personnel sera opéré grâce à des outils juridiques tels que les Clauses Contractuelles Types publiées par la Commission Européenne et reconnues comme garantie suffisante de protection des Données à caractère personnel.

Vos droits

Conformément à la réglementation en vigueur, vous disposez d'un droit d'opposition et d'un droit à la limitation du traitement des données vous concernant, ainsi que d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de vos données.

Vous disposez également de la faculté de retirer votre consentement à tout moment lorsque vos données ont été collectées sur un tel fondement et de donner des instructions à l'Association sur le sort de vos données après votre décès.

Les Contacts réguliers et les Contacts occasionnels sont informés que l'exercice des droits d'opposition, d'effacement et de portabilité des données, ainsi que le droit à la limitation des traitements, est soumis à conditions et peut être refusé par l'Association si les demandes d'exercice de ces droits ne correspondent pas aux situations prévues par la réglementation en matière de Données à caractère personnel.

Vous pouvez exercer vos droits directement en nous adressant votre demande à l'adresse postale 25 rue d'Edimbourg, 75008 Paris ou à l'adresse électronique suivante : contact@ensemblecitoyens.fr. Dans certaines hypothèses, une copie de votre pièce d'identité pourra être demandée.

Le traitement d'une telle demande sera effectué dans les meilleurs délais, et au plus tard dans un délai d'un (1) mois à compter de votre demande. Enfin, si l'Association ne satisfait pas à vos demandes, vous disposez du droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de protection des Données à caractère personnel, à savoir la CNIL.

Dernière mise à jour : 29/11/2021